

ploitation sur un nombre indéfini d'années et la façon dont les chemins de fer sont contraints de dépenser des sommes folles en une seule fois sous forme d'immobilisations.

M. CAMPBELL (*Stormont*): L'équivalent serait que les camionneurs soient contraints de construire leurs propres routes.

M. MAURO: Oui, ou bien que le gouvernement canadien construise les voies ferrées et ne fasse payer qu'une licence aux chemins de fer.

M. BROWNE (*Vancouver-Kingsway*): Ne pensez-vous pas qu'il y a un certain nombre d'autres personnes qui utilisent les routes en plus des camionneurs, et que ce fait est avantageux pour la population canadienne, tout comme l'existence de la concurrence est avantageuse dans d'autres domaines ?

M. MAURO: C'est tout à fait exact.

M. BROWNE (*Vancouver-Kingsway*): Ce n'est pas de la faute des camionneurs si d'autres gens peuvent utiliser les routes et peut-être en tirer profit.

M. MAURO: J'espère que mon attitude est bien comprise. Je ne suis pas ici pour plaider la cause des chemins de fer contre les camionneurs. Je réponds seulement à une question. Je crois que la situation est encourageante d'un bout à l'autre du pays et que, si nous continuons, les effets mentionnés par M. Magee se manifesteront.

M. HORNER (*Acadia*): J'ai une question. Je voudrais féliciter M. Mauro de son mémoire. Je crois qu'il a été très bien présenté. J'ai constaté avec plaisir que quel qu'un se donnait la peine de citer les prix du transport de différentes marchandises, surtout dans l'Ouest du Canada, et s'écartait, au moins pendant quelque temps, des taux par tonne-mille. Cependant, je voudrais lui demander si le mémoire présenté au nom du Manitoba ne s'applique pas un peu mieux encore à l'Alberta, en ce qui concerne les produits agricoles ?

M. MAURO: Vous êtes assis là-bas à cette table, vous, l'un des plus grands défenseurs de l'Alberta dans l'histoire du Canada. Je refuse de rivaliser avec lui pour plaider la cause de l'Alberta.

M. WRATTEN: Monsieur le président, le témoin a parlé des canaux sans péage tantôt. De quels canaux parliez-vous ?

M. MAURO: Du canal de Welland en particulier.

M. WRATTEN: Vous vous rendez compte qu'il y aura péage au canal de Welland.

M. MAURO: Seulement pour amortir ce qu'il a fallu dépenser afin de lui donner la profondeur exigée par la voie maritime. Les manufacturiers du Canada central ont bénéficié pendant longtemps de la gratuité de ce canal. Nous n'y voyons pas d'inconvénient. Cela fait partie de la politique du Canada à l'endroit des transports et l'avantage était si grand que le président de la *Steel Company of Canada* a fait une très savante dissertation sur les effets qu'un péage au canal de Welland aurait sur l'industrie, à Hamilton, je crois.

M. WRATTEN: Vous aussi vous avez bénéficié de la gratuité de ce canal.

M. MAURO: J'ai mentionné les canaux sans péage du Canada central, monsieur, pendant que je mentionnais aussi la loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, les taux transcontinentaux, les taux du pas du Nid-de-Corbeau et j'ai dit qu'il faudrait examiner tout cela en étudiant l'ensemble du problème.

M. WRATTEN: D'accord, mais je m'oppose à la façon dont vous vous êtes exprimé en parlant des canaux gratuits de l'Est et des taux élevés du transport dans l'Ouest.